

ARRÊTÉ 2023 – DDPP – 45

**déterminant une zone de contrôle temporaire autour d'un cas d'influenza aviaire
hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures applicables
dans cette zone située autour de la commune de Bistroff**

en date du 2 février 2023

**Le préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- VU** le règlement délégué (UE) 2020/687 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;
- VU** le règlement délégué (UE) 2020/689 de la commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du conseil en ce qui concerne les règles applicables à la surveillance, aux programmes d'éradication et au statut « indemne » de certaines maladies répertoriées et émergentes ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) 2021/403 de la commission du 18 mars 2021 portant modalités d'application des règlements (UE) 2016/429 et (UE) 2017/625 du parlement européen et du conseil en ce qui concerne les modèles de certificat zoosanitaire et les modèles de certificat zoosanitaire/officiel pour l'entrée dans l'Union et les mouvements entre les États membres d'envois de certaines catégories d'animaux terrestres et de leurs produits germinaux, ainsi qu'en ce qui concerne la certification officielle relative à ces certificats, et abrogeant la décision 2010/470/UE ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2021/641 de la commission du 16 avril 2021 concernant des mesures d'urgence motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres ;
- VU** le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;

- VU** le Code de l'environnement, notamment le titre II de son livre IV ;
- VU** le Code de la justice administrative, notamment son article R. 421-1 et suivants ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n°2005-1220 du 28 septembre 2005 pris pour l'application de l'article L. 226-1 code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant Monsieur Laurent TOUVET, Préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- VU** l'arrêté du 10 septembre 2001 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- VU** l'arrêté du 10 novembre 2017 fixant les conditions générales de reconnaissance des laboratoires d'analyse en vue de s'assurer de l'absence d'infection par le virus de l'influenza aviaire dans le cadre des autocontrôles ;
- VU** l'arrêté modifié du 14 mars 2018 relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;
- VU** l'arrêté du 20 décembre 2019 portant dérogation à la protection stricte des espèces
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liées aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;
- VU** l'arrêté du 8 novembre 2022 qualifiant le niveau de risque influenza aviaire hautement pathogène ;

CONSIDÉRANT la découverte de 30 cadavres de mouettes rieuses, dont 5 collectés, le 27 janvier 2023 sur la commune de Bistroff ;

CONSIDÉRANT la confirmation le 1er février 2023 sur ces mêmes cadavres par le laboratoire national de référence – ANSES Ploufragan, de la contamination par le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène, sous type H5N1 hautement pathogène (rapports d'analyses D-23-00844) ;

CONSIDÉRANT que l'introduction du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages a des conséquences graves en matière sanitaire et économique ;

CONSIDÉRANT que le caractère hautement pathogène du virus et sa forte contagiosité entraînent un risque de contamination entre la faune sauvage et les animaux détenus dans les élevages, les basses-cours et tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre des mesures afin d'éviter l'introduction de ce virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages, les basses-cours et tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs ;

CONSIDÉRANT qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein des élevages, des basses-cours et de tout autre lieu de détention d'oiseaux captifs, afin de prévenir sa propagation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, de prendre des mesures exceptionnelles et proportionnées aux risques encourus et aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences sanitaires du risque de diffusion de ce virus dans les faunes captive et domestique ;

SUR proposition de la directrice départementale de la protection des populations de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Définition

Une zone de contrôle temporaire (ZCT) est définie conformément à l'analyse de risque menée par la direction départementale de la protection des populations de la Moselle comprenant l'ensemble des communes de la Moselle listées en annexe du présent arrêté, situées dans un rayon de 20 kilomètres autour du lieu de découverte des mouettes contaminées.

La zone de contrôle temporaire est soumise aux dispositions décrites dans les articles ci-après.

Section 1 : Mesures dans les lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs dans la zone de contrôle temporaire

Article 2 : Recensement des lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs

Le recensement de tous les lieux de détention de volailles ou d'autres oiseaux captifs à finalité commerciale et non commerciale est réalisé de la façon suivante :

– les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux doivent être déclarés auprès de la direction départementale de la protection des populations de la Moselle, en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Cette déclaration se fait par Internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse :

<https://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/exploitation-agricole/obtenir-un-droit-une-autorisation/article/declarer-la-propriete-de-poules-de-190>

– les particuliers détenant des volailles doivent être déclarés auprès de leur mairie ou par Internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse :

https://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/particulier/effectuer-une-declaration-55/article/declarer-la-detention-de-volailles?id_rubrique=53&rubrique_all=1

Article 3 : Mesures de biosécurité

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux captifs détenus sont mis à l'abri et leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé.

2° Tous les détenteurs de volailles et oiseaux captifs renforcent les mesures de biosécurité prescrites par la réglementation, et notamment l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé. Dans les exploitations commerciales, un système de désinfection des véhicules et des personnes en entrées et sorties de la zone professionnelle est mis en place. Ces mesures sont de la responsabilité du responsable de l'établissement concerné.

3° Les personnes intervenant en élevage mettent en œuvre des mesures de biosécurité renforcées auprès de leurs personnels. L'introduction des matériels et produits en élevage doit faire l'objet de protocoles spécifiques adaptés à chaque élevage.

4° Les transporteurs mettent en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté modifié du 14/03/2018 susvisé.

5° Les mouvements de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance des exploitations de volailles ou d'oiseaux captifs sont à éviter autant que possible. Les mouvements indispensables font l'objet de précautions particulières en termes de biosécurité, conformément à l'arrêté modifié du 14 mars 2018 susvisé.

Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

1° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de dépassement des critères d'alerte, prévus à l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, est signalée sans délai au vétérinaire sanitaire qui en réfère à la direction départementale de la protection des populations de la Moselle ;

2° Afin de détecter au plus tôt la maladie, une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :

a) Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plumes :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Écouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire
Environnement	Chiffonnette de poussières sèches dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b) Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plumes de la famille des anatidés :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur les animaux vivants.

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Écouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire
ou 30 animaux vivants	Écouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire

Article 5 : Mesures concernant les mouvements d'animaux et de produits

5-1. Mouvements de palmipèdes, d'appelants et de gibier à plumes

Les mouvements de palmipèdes et de gibier à plumes, en provenance d'exploitations commerciales situées dans la zone de contrôle temporaire, sont conditionnés à la réalisation de contrôles selon les conditions suivantes :

a) Mouvements de palmipèdes :

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
20 animaux	Écouvillonnage cloacal en y incluant le cas échéant les 5 derniers animaux trouvés morts au cours de la dernière semaine	48 h ouvrés avant mouvement	Gène M	Analyse de confirmation obligatoire

b) Mouvements de gibier à plumes de la famille des phasianidés et anatidés :

Le mouvement de gibier à plumes est autorisé par la directrice départementale de la protection des populations de la Moselle, pour une période maximale d'un mois, sous réserve des conditions suivantes :

- production d'un plan de biosécurité conforme et daté de moins d'un an ;
- réalisation d'un examen clinique favorable par le vétérinaire sanitaire dans le mois qui précède tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et des anatidés ;
- réalisation d'un dépistage virologique favorable du virus de l'influenza aviaire dans les 15 jours précédant tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des anatidés.

c) Mouvements et utilisation des appelants de gibier d'eau :

Le mouvement des appelants de gibier d'eau est autorisé par la directrice départementale de la protection des populations de la Moselle, sous réserve des conditions suivantes :

- Détenteurs de catégorie 1 au sens de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé :
 - transport d'appelants « nomades » en nombre inférieur ou égal à 30 appelants par jour et par détenteur avec respect des mesures de biosécurité ;
 - utilisation d'appelants « nomades » d'un seul détenteur ;
 - absence de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».
- Détenteurs des catégories 2 et 3 au sens de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé :
 - le transport est interdit ;

- utilisation des appelants « résidents », qui sont déjà sur place et ne nécessitent pas de transport, sans contact avec des appelants « nomades ».

5-2. Rassemblement de volailles et autres oiseaux captifs

La vente de volailles démarrées est possible lorsqu'elle s'effectue sur les marchés sans contact direct ou indirect avec l'avifaune.

Les rassemblements de volailles sont interdits. Les rassemblements d'oiseaux captifs dont la liste figure à l'annexe II de l'arrêté du 16/03/2016 susvisé restent possibles sur autorisation préalable de la directrice départementale de la protection des populations de la Moselle.

5-3. Mouvements d'œufs à couver

Les sorties des œufs à couver à destination d'un couvoir situé sur le territoire national ou dans un autre État membre de l'Union européenne peuvent être autorisées, sous réserve des conditions suivantes :

- désinfection des œufs et de leur emballage ;
- traçabilité des œufs et enregistrement régulier des données d'élevage en particulier la viabilité et l'éclosabilité des œufs ;
- mise en place par le couvoir de mesures de biosécurité renforcée validées par la direction départementale en charge de la protection des populations territorialement compétente ;

5-4. Mouvements de poussins destinés aux échanges dans l'Union européenne

Les mouvements de poussins d'un jour issus de cheptels situés en zone de contrôle temporaire et destinés à l'élevage dans un autre État membre de l'Union européenne doivent respecter les conditions suivantes :

- être issus d'œufs à couver conformes aux conditions définies au paragraphe précédent ;
- vérification, dans les 24 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou cas suspect d'influenza aviaire.

5-5. Mouvements des œufs de consommation et des viandes de volailles

Les œufs de consommation peuvent quitter les exploitations pour autant qu'ils soient emballés dans un emballage jetable ou composé de matériaux nettoyables et désinfectables et que toutes les mesures de biosécurité requises soient appliquées. La traçabilité des œufs doit être assurée par l'opérateur de collecte et doit être tenue à disposition de la direction départementale de la protection des populations sur demande.

Les viandes issues des volailles détenues en zone de contrôle temporaire peuvent être mises sur le marché et cédées sans condition particulière au consommateur.

5-6. Mesures relatives aux viandes de gibiers à plumes sauvages

La cession, à titre gratuit ou onéreux, du gibier à plumes tué par action de chasse et des viandes qui en sont issues, est interdite dans la zone de contrôle temporaire.

5-7. Gestion des cadavres et des autres sous-produits animaux dont les effluents

Sauf nécessité de conservation des cadavres à visée diagnostique conformément à l'article 4, les cadavres sont stockés dans des containers étanches et si besoin conservés au froid dans l'attente de leur collecte par l'équarrisseur. Les sociétés d'équarrissage mettent en œuvre un dispositif renforcé de biosécurité pour la collecte en zone de contrôle temporaire. Les collectes en zone de contrôle temporaire sont réalisées après les collectes hors zone de contrôle temporaire dans une même tournée.

Le transport et les épandages de lisier, déjections et litières usagées sont autorisés. Le transport doit être réalisé avec des contenants clos et étanches. L'épandage doit être effectué avec des

dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et être accompagné d'un enfouissement immédiat pour les effluents non assainis. Le lisier peut être destiné à un site de compostage ou de méthanisation agréé, effectuant une transformation de ces matières (70°C / 1h).

Les autres sous-produits animaux tels que les œufs, leurs coquilles et les plumes sont interdits à l'épandage.

Dans les abattoirs de volailles de la zone de contrôle temporaire, les sous-produits animaux de catégorie 3, issus de volailles d'une zone de même statut, sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé pour la production de produits transformés. L'envoi de ces sous-produits en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux de compagnie est interdit.

Article 6 : Modalités de réalisation des autocontrôles

1° Les prélèvements nécessaires aux autocontrôles sont réalisés, conditionnés et acheminés sous 48 h, dans un laboratoire reconnu ou agréé, sous la responsabilité du propriétaire des volailles.

2° La prise en charge des autocontrôles est à la charge du propriétaire des volailles.

3° Les résultats de ces autocontrôles sont conservés dans le registre d'élevage et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 juin 2000 susvisé, et adressés à l'organisation de production pour archivage. Les résultats de ces autocontrôles sont joints à la fiche relative à l'information sur la chaîne alimentaire (ICA) lorsque les animaux sont destinés à l'abattoir.

Section 2 : Dispositions finales

Article 9 : Levée de la zone de contrôle temporaire

La zone de contrôle temporaire est levée par la direction départementale de la protection des populations de la Moselle lorsque les conditions suivantes seront remplies :

- évolution favorable durant au moins 21 jours de la situation épidémiologique en matière de circulation virale dans le compartiment sauvage ;
- réalisation de visites sanitaires favorables, sous la responsabilité de la direction départementale de la protection des populations, dans tous les lieux de détention d'oiseaux (commerciaux et non commerciaux) dans les 5 km autour du lieu de découverte des mouettes contaminées.

Article 10 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constitue des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du Code rural et de la pêche maritime.

Article 11 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif de Strasbourg sous un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative.

Article 12 : Délai de mise en œuvre

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4, 5, 6 et 9 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

Article 13 : Dispositions finales

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz, le sous-préfet de Forbach / Boulay-Moselle, la sous-préfète de Sarrebourg / Château-Salins, la sous-préfète de Sarreguemines, la directrice du cabinet du préfet de la Moselle, la directrice départementale de la protection des populations de la Moselle, le Général commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Moselle, la directrice départementale de la sécurité publique, l'office français de la biodiversité, la fédération départementale des chasseurs de la Moselle, les vétérinaires sanitaires, les maires des communes figurant à l'annexe, les responsables des sociétés d'équarrissage sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et affiché dans les communes concernées.

Fait à METZ, le 2 février 2023

Pour le Préfet de la Moselle,
Le secrétaire général par intérim,
sous-préfet de Forbach Boulay-Moselle,



Bruno Charlot

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Moselle, 9, place de la Préfecture 57034 Metz
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08;
soit un recours contentieux, en saisissant, selon la compétence territoriale, le Tribunal Administratif de STRASBOURG, 31, avenue de la Paix, 67000 Strasbourg – le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Annexe : Liste des communes de la zone de contrôle temporaire

Commune	INSEE	Arrondissement
ACHAIN	57004	Sarrebours – Château-Salins
ADAINCOURT	57007	Forbach / Boulay-Moselle
ADELANGE	57008	Forbach / Boulay-Moselle
ALBESTROFF	57011	Sarrebours – Château-Salins
ALTRIPPE	57014	Forbach / Boulay-Moselle
ALTVILLER	57015	Forbach / Boulay-Moselle
ARRAINCOURT	57027	Forbach / Boulay-Moselle
ARRIANCE	57029	Forbach / Boulay-Moselle
BAMBIDERSTROFF	57047	Forbach / Boulay-Moselle
BARONVILLE	57051	Forbach / Boulay-Moselle
BARST	57052	Forbach / Boulay-Moselle
BASSING	57053	Sarrebours – Château-Salins
BAUDRECOURT	57054	Sarrebours – Château-Salins
BELLANGE	57059	Sarrebours – Château-Salins
BENESTROFF	57060	Sarrebours – Château-Salins
BENING-LES-SAINT-AVOLD	57061	Forbach / Boulay-Moselle
BERIG-VINTRANGE	57063	Forbach / Boulay-Moselle
BERMERING	57065	Sarrebours – Château-Salins
BETTING	57073	Forbach / Boulay-Moselle
BIDESTROFF	57081	Sarrebours – Château-Salins
BIDING	57082	Forbach / Boulay-Moselle
BIONVILLE-SUR-NIED	57085	Forbach / Boulay-Moselle
BISTEN-EN-LORRAINE	57087	Forbach / Boulay-Moselle
BISTROFF	57088	Forbach / Boulay-Moselle
BOUCHEPORN	57095	Forbach / Boulay-Moselle
BOURGALTROFF	57098	Sarrebours – Château-Salins
BOUSTROFF	57105	Forbach / Boulay-Moselle
BREHAIN	57107	Sarrebours – Château-Salins
BROUCK	57112	Forbach / Boulay-Moselle
BRULANGE	57115	Forbach / Boulay-Moselle
BURLIONCOURT	57120	Sarrebours – Château-Salins
CAPPEL	57122	Forbach / Boulay-Moselle
CARLING	57123	Forbach / Boulay-Moselle
CHANVILLE	57127	Metz
CHATEAU-BREHAIN	57130	Sarrebours – Château-Salins
CHATEAU-VOUE	57133	Sarrebours – Château-Salins
CHENOIS	57138	Sarrebours – Château-Salins
CHICOURT	57141	Sarrebours – Château-Salins

COCHEREN	57144	Forbach / Boulay-Moselle
CONTHIL	57151	Sarrebouurg – Château-Salins
CREHANGE	57159	Forbach / Boulay-Moselle
CREUTZWALD	57160	Forbach / Boulay-Moselle
CUTTING	57161	Sarrebouurg – Château-Salins
DALHAIN	57166	Sarrebouurg – Château-Salins
DESTROY	57174	Forbach / Boulay-Moselle
DIEBLING	57176	Forbach / Boulay-Moselle
DIEUZE	57177	Sarrebouurg – Château-Salins
DIFFEMBACH-LES-HELLIMER	57178	Forbach / Boulay-Moselle
DOMNOM-LES-DIEUZE	57181	Sarrebouurg – Château-Salins
EINCHEVILLE	57189	Forbach / Boulay-Moselle
ELVANGE	57190	Forbach / Boulay-Moselle
ERNESTVILLER	57197	Sarreguemines
ERSTROFF	57198	Forbach / Boulay-Moselle
FAREBERSVILLER	57207	Forbach / Boulay-Moselle
FARSCHVILLER	57208	Forbach / Boulay-Moselle
FAULQUEMONT	57209	Forbach / Boulay-Moselle
FLETRANGE	57217	Forbach / Boulay-Moselle
FOLKLING	57222	Forbach / Boulay-Moselle
FOLSCHVILLER	57224	Forbach / Boulay-Moselle
FOULIGNY	57230	Forbach / Boulay-Moselle
FRANCALTROFF	57232	Sarrebouurg – Château-Salins
FREMERY	57236	Sarrebouurg – Château-Salins
FREMESTROFF	57237	Forbach / Boulay-Moselle
FREYBOUSE	57239	Forbach / Boulay-Moselle
FREYMING-MERLEBACH	57240	Forbach / Boulay-Moselle
GIVRYCOURT	57248	Sarrebouurg – Château-Salins
GRENING	57258	Forbach / Boulay-Moselle
GROSTENQUIN	57262	Forbach / Boulay-Moselle
GRUNDVILLER	57263	Sarreguemines
GUEBENHOUSE	57264	Sarreguemines
GUEBESTROFF	57265	Sarrebouurg – Château-Salins
LE VAL-DE-GUEBLANGE	57267	Sarreguemines
GUEBLING	57268	Sarrebouurg – Château-Salins
VAL-DE-BRIDE	57270	Sarrebouurg – Château-Salins
GUENVILLER	57271	Forbach / Boulay-Moselle
GUESSLING-HEMERING	57275	Forbach / Boulay-Moselle
GUINGLANGE	57276	Forbach / Boulay-Moselle
GUINZELING	57278	Sarrebouurg – Château-Salins
HABOUDANGE	57281	Sarrebouurg – Château-Salins
HALLERING	57284	Forbach / Boulay-Moselle

HAM-SOUS-VARSBERG	57288	Forbach / Boulay-Moselle
HAMPONT	57290	Sarrebouurg – Château-Salins
HANNOCOURT	57292	Sarrebouurg – Château-Salins
HAN-SUR-NIED	57293	Forbach / Boulay-Moselle
HARPRICH	57297	Forbach / Boulay-Moselle
HAZEMBOURG	57308	Sarreguemines
HELLIMER	57311	Forbach / Boulay-Moselle
HEMILLY	57313	Forbach / Boulay-Moselle
HENRIVILLE	57316	Forbach / Boulay-Moselle
HERNY	57319	Forbach / Boulay-Moselle
HILSPRICH	57325	Sarreguemines
HOLACOURT	57328	Forbach / Boulay-Moselle
HOLVING	57330	Sarreguemines
HOMBOURG-HAUT	57332	Forbach / Boulay-Moselle
HONSKIRCH	57335	Sarrebouurg – Château-Salins
L'HOPITAL	57336	Forbach / Boulay-Moselle
HOSTE	57337	Forbach / Boulay-Moselle
INSMING	57346	Sarrebouurg – Château-Salins
INSVILLER	57347	Sarrebouurg – Château-Salins
KAPPELKINGER	57357	Sarreguemines
KIRVILLER	57366	Sarreguemines
LACHAMBRE	57373	Forbach / Boulay-Moselle
LANDROFF	57379	Forbach / Boulay-Moselle
LANING	57384	Forbach / Boulay-Moselle
LAUDREFANG	57386	Forbach / Boulay-Moselle
LELLING	57389	Forbach / Boulay-Moselle
LENING	57394	Sarrebouurg – Château-Salins
LESSE	57395	Sarrebouurg – Château-Salins
LEYVILLER	57398	Forbach / Boulay-Moselle
LIDREZING	57401	Sarrebouurg – Château-Salins
LIXING-LES-SAINT-AVOLD	57409	Forbach / Boulay-Moselle
LHOR	57410	Sarrebouurg – Château-Salins
LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD	57413	Forbach / Boulay-Moselle
LOSTROFF	57417	Sarrebouurg – Château-Salins
LOUDREFING	57418	Sarrebouurg – Château-Salins
LOUPERSHOUSE	57419	Sarreguemines
LUCY	57424	Sarrebouurg – Château-Salins
MACHEREN	57428	Forbach / Boulay-Moselle
MAINVILLERS	57430	Forbach / Boulay-Moselle
MANY	57442	Forbach / Boulay-Moselle
MARANGE-ZONDRANGE	57444	Forbach / Boulay-Moselle
MARIMONT-LES-BENESTROFF	57446	Sarrebouurg – Château-Salins

MARTHILLE	57451	Sarrebourg – Château-Salins
MAXSTADT	57453	Forbach / Boulay-Moselle
METZING	57466	Forbach / Boulay-Moselle
MOLRING	57470	Sarrebourg – Château-Salins
MOMERSTROFF	57471	Forbach / Boulay-Moselle
MONTDIDIER	57478	Sarrebourg – Château-Salins
MORHANGE	57483	Forbach / Boulay-Moselle
MORSBACH	57484	Forbach / Boulay-Moselle
MORVILLE-SUR-NIED	57486	Sarrebourg – Château-Salins
MULCEY	57493	Sarrebourg – Château-Salins
MUNSTER	57494	Sarrebourg – Château-Salins
NARBESFONTAINE	57495	Forbach / Boulay-Moselle
NEBING	57496	Sarrebourg – Château-Salins
NELLING	57497	Sarreguemines
NEUFVILLAGE	57501	Sarrebourg – Château-Salins
NIEDERVISSE	57507	Forbach / Boulay-Moselle
OBERVISSE	57519	Forbach / Boulay-Moselle
OBRECK	57520	Sarrebourg – Château-Salins
ORON	57528	Sarrebourg – Château-Salins
PETIT-TENQUIN	57536	Forbach / Boulay-Moselle
PEVANGE	57539	Sarrebourg – Château-Salins
PONTPIERRE	57549	Forbach / Boulay-Moselle
PORCELETTE	57550	Forbach / Boulay-Moselle
PUTTELANGE-AUX-LACS	57556	Sarreguemines
PUTTIGNY	57558	Sarrebourg – Château-Salins
RACRANGE	57560	Forbach / Boulay-Moselle
RAVILLE	57563	Metz
REMERING-LES-PUTTELANGE	57571	Sarreguemines
REMILLY	57572	Metz
RENING	57573	Sarrebourg – Château-Salins
RICHE	57580	Sarrebourg – Château-Salins
RICHELING	57581	Sarreguemines
RODALBE	57587	Sarrebourg – Château-Salins
ROSBRUCK	57596	Forbach / Boulay-Moselle
SAINT-AVOLD	57606	Forbach / Boulay-Moselle
SAINT-EPVRE	57609	Sarrebourg – Château-Salins
SAINT-JEAN-ROHRBACH	57615	Sarreguemines
SAINT-MEDARD	57621	Sarrebourg – Château-Salins
SARRALBE	57628	Sarreguemines
SEINGBOUSE	57644	Forbach / Boulay-Moselle
SERVIGNY-LES-RAVILLE	57648	Metz
SOTZELING	57657	Sarrebourg – Château-Salins

SUISSE	57662	Forbach / Boulay-Moselle
TENTELING	57665	Forbach / Boulay-Moselle
TETING-SUR-NIED	57668	Forbach / Boulay-Moselle
THEDING	57669	Forbach / Boulay-Moselle
THICOURT	57670	Forbach / Boulay-Moselle
THONVILLE	57673	Forbach / Boulay-Moselle
TORCHEVILLE	57675	Sarrebouurg – Château-Salins
TRITTELING-REDLACH	57679	Forbach / Boulay-Moselle
VAHL-EBERSING	57684	Forbach / Boulay-Moselle
VAHL-LES-BENESTROFF	57685	Sarrebouurg – Château-Salins
VAHL-LES-FAULQUEMONT	57686	Forbach / Boulay-Moselle
VALLERANGE	57687	Forbach / Boulay-Moselle
VALMONT	57690	Forbach / Boulay-Moselle
VANNECOURT	57692	Sarrebouurg – Château-Salins
VARSBERG	57696	Forbach / Boulay-Moselle
VATIMONT	57698	Forbach / Boulay-Moselle
VAXY	57702	Sarrebouurg – Château-Salins
VERGAVILLE	57706	Sarrebouurg – Château-Salins
VIBERSVILLER	57711	Sarrebouurg – Château-Salins
HAUTE-VIGNEULLES	57714	Forbach / Boulay-Moselle
VILLER	57717	Forbach / Boulay-Moselle
VILLERS-STONCOURT	57718	Metz
VILLERS-SUR-NIED	57719	Sarrebouurg – Château-Salins
VIRMING	57723	Sarrebouurg – Château-Salins
VITTERSBOURG	57725	Sarrebouurg – Château-Salins
VITTONCOURT	57726	Forbach / Boulay-Moselle
VOIMHAUT	57728	Forbach / Boulay-Moselle
WUISSE	57753	Sarrebouurg – Château-Salins
ZARBELING	57759	Sarrebouurg – Château-Salins
ZIMMING	57762	Forbach / Boulay-Moselle
ZOMMANGE	57763	Sarrebouurg – Château-Salins
DIESEN	57765	Forbach / Boulay-Moselle